

## **Modifications du 27 janvier 2022**

Introduction

Art 2 ; Art 3 ; Art 4 ; Art 5 ; Art 7 à 14 ; Art 16 à 19 ; Art 23 à 25 ; Art 28 à 29

**Grand Serment Royal des Arbalétriers de Saint-Georges  
de Grez-Doiceau A.S.B.L.**

**en abrégé : « GSRASGGD A.S.B.L. »**

Grez-Doiceau

Identification : 6084/83 – N° entreprise : 0424 488 826

**STATUTS**

Entre les soussignés :

M. DE BLESER Karel, officier retraité, 88 rue de Basse Biez 5980 GREZ-DOICEAU ;  
M. de HOSTE Georges, délégué commercial, 21 chaussée de Jodoigne 5980 GREZ-DOICEAU ;  
M. FRANCKEN Daniel, maçon, 46 rue du Château 1488 BOUSVAL ;  
M. GODELAINE Thierry, chimiste, 20 rue de la Motte 5981 ARCHENNES ;  
M. HANLET Freddy, enseignant, 48 chaussée de la Libération 5980 GREZ—DOICEAU ;  
M. HANQUET Freddy, coiffeur, 41 rue du Pont au Lin 5980 GREZ-DOICEAU ;  
M. OVERSTEYNS Daniel, cadre de banque, 3 rue du Bia Bouquet 5980 GREZ-DOICEAU ;  
M. PARYS Emile, pensionné, 16 rue du Gentry 5980 GREZ—DOICEAU ;  
M. PARYS Jean-Pierre, fonctionnaire, 5 rue de la Barre 5980 GREZ—DOICEAU ;  
M. THIBOU André, pensionné, 4 chaussée de Jodoigne, 5980 GREZ—DOICEAU ;  
M. VAN CASTER Marcel, cadre de banque, 85 rue de Basse Biez 5980 GREZ-DOICEAU ;  
M. VAN SOMREN Paul, pensionné, 255 chaussée de Wavre 5980 GREZ-DOICEAU ;  
M. van ZEEBROECK Etienne, magistrat honoraire, 2 quai Saint Michel 5980 GREZ—DOICEAU ;  
M. VOLKAERTS Jean, entrepreneur, 4 rue des Combattants 5980 GREZ-DOICEAU ;  
M. WAEGEMANS Jean, comptable, 5 rue Saint Jean 5911 PIETRAIN ;  
M. WILQUET Gustave, pensionné, 14 rue de Wauxhall 5980 GREZ-DOICEAU ;  
membres fondateurs, tous de nationalité belge et tous ceux qui adhèrent aux statuts ci-dessous, il a été convenu de fonder en date du 1<sup>er</sup> mars 1983 une association sans but lucratif qui, comme de droit, sera régie par la loi du 27 juin 1921 et par toutes les lois subséquentes, spécialement celle du 23 mars 2019 et par les présents statuts.

*TITRE Ier - Dénomination, objet, siège social*

Article 1er. L'association est dénommée : Grand Serment Royal des Arbalétriers de Saint-Georges de Grez-Doiceau A.S.B.L., en abrégé « GSRASGGD A.S.B.L. »

Elle est créée pour une durée illimitée et peut être dissoute en tout temps à la majorité des deux tiers de l'assemblée générale.

Article 2. L'association a pour objet, et ce en dehors de toute considération d'ordre politique, philosophique ou linguistique, et dans un but désintéressé :

- 1° La promotion du tir à l'arbalète, du tir au pistolet et à la carabine à air comprimé et du sport en général.
- 2° La recherche des archives et le renouement avec les traditions ancestrales.
- 3° Le délassement et l'agrément social et culturel des membres.

Article 3. Son siège social est établi, en Région wallonne, au n°30/1, chaussée de la Libération à 1390 Grez-Doiceau, dans l'arrondissement judiciaire de Nivelles.

Par décision de l'assemblée générale, il peut être transféré dans tout autre lieu de cette agglomération.

## TITRE II - *Membres, admission, départ*

Article 4. L'association est composée de membres assermentés, de membres adhérents, de membres postulants, et d'un membre de droit en la personne de l'échevin des sports de la commune de Grez-Doiceau, ou de tout autre membre du Collège communal, désigné par ledit Conseil communal. Ils sont appelés ensemble 'les membres'.

Sauf en ce qui concerne les articles 9 et suivants, les membres assermentés, le membre de droit, les membres adhérents et les membres postulants jouissent des mêmes droits.

Le nombre des membres n'est pas limité mais il ne peut être inférieur à six.

Article 5. Sont membres assermentés les membres ayant prêté serment dans le respect du Règlement d'Ordre Intérieur (aussi appelé ROI).

Article 6. L'admission de nouveaux membres est décidée souverainement par le conseil d'administration sur base du règlement d'ordre intérieur.

Article 7. 1° Les membres assermentés, adhérents et postulants sont libres de se retirer de l'association à tout moment en adressant leur démission par écrit au président du conseil d'administration.

2° Est réputé démissionnaire, le membre qui ne paie pas sa cotisation dans les trente jours qui suivent le rappel à lui adressé par écrit.

3° L'exclusion d'un membre assermenté, adhérent ou postulant ne peut être prononcée que par l'assemblée générale à la majorité des deux tiers des voix.

4° Le conseil d'administration peut suspendre, jusqu'à décision de l'assemblée générale, les membres qui se seraient rendus coupables d'infractions graves aux statuts, au règlement d'ordre intérieur ou aux lois de l'honneur et de la bienséance.

5° Le membre démissionnaire, exclu ou décédé et ses ayants droits n'ont aucun droit à faire valoir sur l'avoir de l'association. Ils ne peuvent réclamer ou requérir ni relevé, ni reddition de comptes, ni apposition de scellés, ni inventaires.

Article 8. Les membres payent une cotisation annuelle dont le montant est fixé annuellement par l'assemblée générale. Les cotisations sont exigibles pour le 31 décembre au plus tard de l'année qui précède l'année pour laquelle la cotisation est due.

## TITRE III - *Assemblée générale*

Article 9. L'assemblée générale est composée de tous les membres assermentés ainsi que du membre de droit. Les autres membres peuvent y être invités. Elle est présidée par le président du conseil d'administration, en son absence par le vice-président le plus âgé, à son défaut par le membre assermenté le plus âgé.

Article 10. L'assemblée générale est le pouvoir souverain de l'association.

Sont réservés à sa compétence :

1° Les modifications aux statuts et au règlement d'ordre intérieur.

2° La nomination et la révocation des administrateurs.

3° L'approbation des budgets et des comptes.

4° La dissolution volontaire de l'association.

5° L'exclusion d'un membre assermenté, adhérent ou postulant

6° Toutes décisions dépassant les limites des pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Article 11. Une assemblée générale ordinaire doit être tenue annuellement avant la fin du premier trimestre. L'assemblée peut être réunie extraordinairement autant de fois que l'intérêt de l'association l'exige. Elle doit l'être lorsqu'un cinquième au moins des membres assermentés-en font la demande.

Toute assemblée se tient aux jour, heure et lieu indiqués dans la convocation.

Tous les membres assermentés doivent y être convoqués.

Article 12. Les convocations sont faites par le conseil d'administration au moins quinze jours avant la réunion. Elles contiennent l'ordre du jour. L'assemblée ne peut délibérer que sur les points de l'ordre du jour.

Article 13. En règle générale, l'assemblée générale est valablement constituée quel que soit le nombre de membres assermentés présents ou représentés et les décisions sont prises à la majorité simple des voix exprimées, à l'exclusion des absents, des abstentions et des votes nuls. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer et statuer sur les modifications statutaires que si les modifications proposées sont indiquées avec précision dans la convocation et si au moins deux tiers des membres sont présents ou représentés à l'assemblée.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, une seconde convocation sera nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera et statuera valablement, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. La seconde assemblée ne peut être tenue dans les quinze jours après la première assemblée

Un membre assermenté peut se faire représenter par un autre membre assermenté, mais aucun représentant ne peut disposer de plus de deux procurations. Par dérogation à ce qui précède, l'assemblée ne peut délibérer valablement de la dissolution volontaire de l'association, des modifications aux statuts ou de l'exclusion d'un associé que conformément aux articles. 9 :12 à 9 :21 de la loi du 23 mars 2019.

Article 14. Les décisions de l'assemblée sont consignées dans le registre des procès-verbaux signés par le président ou son remplaçant et par le secrétaire.

Ce registre est conservé au siège social où tous les membres- peuvent en prendre connaissance, mais sans déplacement du registre.

Article 15. Toute modification aux statuts, ainsi que toute nomination, démission ou révocation d'administrateur, doit être publiée dans le mois de sa date aux annexes au Moniteur belge.

#### TITRE IV - *Conseil d'administration*

Article 16. L'association est administrée par un conseil d'administration composé d'au moins cinq membres nommés parmi les membres assermentés de l'assemblée générale et en tout temps révocables par elle.

Article 17. Les administrateurs sont élus pour une durée de trois ans renouvelable. En cas de vacance au conseil et en attendant l'élection d'un nouvel administrateur par l'assemblée générale, un remplaçant peut être désigné, provisoirement par le conseil d'administration.

Article 18. Le conseil choisit parmi ses membres assermentés un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier. En cas d'absence ou d'empêchement du président, il est remplacé par le plus âgé des vice-présidents, à son défaut par le plus âgé des autres administrateurs.

Article 19. Le conseil se réunit, de façon physique ou par vidéo-conférence, sur convocation du président ou à la demande de deux administrateurs, aussi souvent que l'exige l'intérêt de l'association.

Une procuration sous seing privé donnée à un autre administrateur équivaut à une présence. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix émises; en cas de partage, la voix du président ou de son remplaçant est prépondérante.

Article 20. Le conseil a dans sa compétence tous les actes relevant de l'administration sociale dans le sens le plus large.

1° Il peut notamment et sans que cette énumération soit limitative : ouvrir tous comptes auprès des banques et de l'Office des chèques postaux, et sur ces comptes, faire et recevoir des paiements et en exiger ou en donner quittance; faire et recevoir tous dépôts; échanger ou aliéner, tant à titre gratuit qu'à titre onéreux, ainsi que prendre et céder à bail, même pour plus de neuf ans, tous biens meubles et immeubles, accepter et recevoir tous subsides et subventions, privés ou officiels, accepter et recevoir tous legs et donations; consentir et conclure tous contrats, marchés et entreprises; contracter tous emprunts, avec ou sans garantie; consentir et accepter toutes subrogations et cautionnements; hypothéquer les immeubles sociaux; contracter et effectuer tous prêts et avances; renoncer à tous droits obligationnels ou réels, ainsi qu'à toutes garanties réelles ou personnelles; donner mainlevée, avant ou après paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies ou autres empêchements; plaider, tant en demandant qu'en défendant, devant toutes juridictions, et exécuter ou faire exécuter tous jugements; transiger; compromettre.

2° Plus spécialement en matière de tir et de folklore, le conseil peut organiser ou décider de participer à toutes manifestations internes ou externes et prendre tous les contacts de relations publiques dans ces domaines.

3° Il décide de l'admission des membres, accepte leur démission et prononce leur suspension éventuelle en attendant la décision de l'assemblée générale.

Article 21. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de l'association à l'un de ses membres.

Il peut créer un comité restreint pour traiter les affaires courantes en matière de tir, de folklore et de relations publiques tant internes qu'externes.

Pour tous les actes autres que ceux qui relèvent de la gestion journalière, il suffira, pour représenter valablement l'association vis-à-vis des tiers, des signatures conjointes de deux administrateurs.

Article 22. Les administrateurs ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle et ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat. Celui-ci est exercé à titre gratuit.

Article 23. Les comptes-rendus des réunions du conseil sont consignés dans le registre de procès-verbaux signés par le président ou par un des administrateurs et par le secrétaire.

## TITRE V - *Règlement d'ordre intérieur*

Article 24. Un règlement d'ordre intérieur est présenté par le conseil d'administration à l'approbation de l'assemblée générale. Des modifications à ce règlement ne peuvent être apportées que lors d'une assemblée générale statuant à la majorité simple. Les présents statuts réfèrent à la version du règlement d'ordre intérieur datée du xx janvier 2022.

## TITRE VI - *Dispositions diverses*

Article 25. Chaque année, au 31 décembre, est établi le relevé des comptes de l'année écoulée et le budget pour l'année suivante. Les deux sont soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra comme dit à l'article 11.

Cette assemblée désignera deux contrôleurs aux comptes chargés de vérifier les comptes de l'association et de lui présenter un rapport annuel.

Ils sont nommés pour quatre ans et rééligibles.

Article 26. En cas de dissolution volontaire de l'association, l'assemblée générale désignera le ou les liquidateurs et déterminera leurs pouvoirs.

Article 27. Dans tous les cas de dissolution volontaire ou judiciaire, quel que soit le moment ou la cause, l'actif net de l'association dissoute sera affecté à un organisme à désigner par l'assemblée générale.

Article 28. Tout ce qui n'est pas prévu explicitement aux présents statuts ou règlement d'ordre intérieur est réglé par la loi du 23 mars 2019 ou par toute loi existante ou future, régissant les sociétés et les associations sans but lucratif.

Article 28 bis. L'association est en droit de se créer une adresse électronique. Toute communication entre les membres et le conseil d'administration depuis et vers cette adresse est réputée intervenue valablement. L'association pourra également créer un site internet. Le conseil d'administration pourra modifier l'adresse électronique ainsi que l'adresse du site internet. Les membres peuvent communiquer une adresse électronique au conseil d'administration afin de dialoguer valablement avec l'association. Le cas échéant, l'adresse électronique peut être remplacée par un autre moyen de communication équivalent.

## TITRE VII - *Dispositions transitoires*

Article 29. L'assemblée générale réunie en date du 27 janvier 2022, a approuvé la composition du conseil d'administration comme suit :

Administrateurs :

M. NOE B. rue de Basse-Biez 87, 1390 Grez-Doiceau

M. NOE J. rue Jules Deville 14 1390 Grez-Doiceau

M. DEVOYE J. rue de Royenne 24, 1390 Grez-Doiceau

M. LANDRIEU Ph. Avenue Fernand Labby 46, 1390 Grez-Doiceau

M. KAISE Ph. Rue Lambert Fortune 49, 1300 Wavre

(Suivent les signatures)

Publié le 23 juin 1983

Modifié le 21 février 1985

Modifié le 9 avril 1987

Modifié le 17 octobre 1991

Modifié le 29 mars 2001

Modifié le 07 juillet 2004

Modifié le 21 mai 2008

Modifié le 31 janvier 2013

Modifié le 28 janvier 2016

Modifié le 26 janvier 2017

Modifié le 27 janvier 2022